



**Arrêté préfectoral n° 23EB903  
portant mise en demeure de fournir le relevé d'index des compteurs  
des prélèvements d'eau pour usage agricole**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

*Prélèvement(s) d'eau exploité(s) par Mr JACQUES Jean-Pierre,  
Commune de ARCES*

**Vu** la Directive Européenne n° 2000/60/CE modifiée, dite Directive Cadre sur l'Eau établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier l'article L 211-1 relatif à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier les articles L 171-1 et suivants relatifs aux contrôles administratifs et aux mesures de police administrative ;

**Vu** les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux ouvrages (sondage, forages, ouvrage, création de puits, ouvrage souterrain) et aux prélèvements soumis à déclaration ou à autorisation en application des rubriques 1.1.1.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 10 mars 2022 du Préfet de la Région Occitanie, Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2023 donnant délégation de signature à M. Xavier AERTS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

**Vu** l'arrêté du 5 décembre 2023 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 18 décembre 2013 portant désignation d'un organisme unique de gestion collective de l'eau pour l'irrigation agricole sur les sous-bassins de la Boutonne, de la Charente aval, de l'Antenne Rouzille, de la Seugne, de la Seudre, des Fleuves côtiers de Gironde, de l'Arnoult/Bruant et de la Gères-Devisé ;

**Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 24 avril 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des Fleuves côtiers de Gironde ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23EB410 du 14 avril 2023 portant autorisation unique pluriannuelle des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole à l'Organisme Unique de Gestion Collective de Saintonge, sur les sous-bassins de la Seudre et des Fleuves côtiers de Gironde et portant approbation du plan de répartition 2023 ;

**Vu** les ouvrages et les activités de prélèvements d'eau à usage agricole de Mr JACQUES Jean-Pierre, sur la commune de ARCES ;

**Vu** le courrier en date du 14 novembre 2023 vous informant que la fourniture des relevés d'index des compteurs d'irrigation concernant la campagne 2023 est une disposition réglementaire et que l'absence de fourniture de ce document constitue une infraction sanctionnée d'une peine d'amende correspondant aux contraventions de 5ème classe ;

**Vu** le contrôle administratif des ouvrages susvisés réalisé par l'inspecteur de l'environnement le 27 novembre 2023 ;

**Vu** le courrier de procédure contradictoire, accompagné du rapport de manquement rédigé par l'inspecteur de l'environnement et transmis à l'exploitant le 30 novembre 2023, en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de 10 jours à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors du contrôle administratif susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de transmission du relevé d'index des compteurs, conformément aux arrêtés susvisés ;

**Considérant** que ces faits constituent un manquement administratif aux prescriptions édictées par les arrêtés susvisés ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations et ouvrages, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**Considérant** qu'en méconnaissance des relevés d'index susmentionnés l'autorité administrative ne peut pas vérifier le respect des volumes alloués à l'exploitant agricole et l'équilibre des usages garanti à l'article L 211-1 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure Mr JACQUES Jean-Pierre de respecter les prescriptions des arrêtés susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts protégés par la Directive européenne n° 2000/60/CE susvisée et par l'article L 211-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

## ARRETE

### **Article 1 - Mise en demeure**

Mr JACQUES Jean-pierre, exploitant agricole, est mis en demeure de remplir le relevé d'index des compteurs pour la campagne d'irrigation 2023 et de le transmettre, **au plus tard le 26 décembre 2023**, à l'autorité administrative.

Cette transmission se fera par retour du formulaire joint au présent arrêté, envoyé à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - 89 avenue des Cordeliers - CS 80000 - 17018 LA ROCHELLE CEDEX.

## **Article 2 - Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, notamment une astreinte journalière et une amende administrative.

## **Article 3 - Recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac - B.P. 541 - 86020 POITIERS CEDEX) ou au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>) :

- par l'intéressé, Mr JACQUES Jean-Pierre, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-avant.

## **Article 4 - Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à Mr JAQUES Jean-Pierre.

En vue de l'information des tiers :

- il sera inséré sur le site Internet de la préfecture de la Charente-Maritime,
- il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime,
- il sera affiché pendant 1 mois sur le tableau d'affichage de la commune de ARCES.

## **Article 5 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **18 DEC. 2023**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer,**



**Xavier AERTS**

